

Identité, engagement, résistance:

un chantier d'apprentissages multiples

En quoi s'engager pour l'environnement, ou résister à des méga-projets menaçant nos territoires, nous transforme ? Qu'est-ce que la participation à ces mobilisations écocitoyennes nous apprend sur le monde et sur nous-mêmes ? Témoignage et analyse de Lucie Sauvé, professeure à l'Université du Québec à Montréal et directrice du Centre de recherche en éducation et formation relatives à l'environnement et à l'écocitoyenneté (Centr'ErE).

cours des 12 dernières années, j'ai été vivement interpellée par l'annonce de méga-projets intrusifs et invasifs dans le territoire où j'habite. Je me suis alors immergée au cœur de luttes citoyennes. J'y ai trouvé l'un des contextes d'apprentissage les plus exigeants qu'il m'ait été donné de connaître. En accéléré et dans l'urgence de décisions imminentes, il a fallu tout apprendre de dossiers fort complexes, inventer mille et une stratégies de mobilisation et de résistance, tenter de pénétrer les coulisses de notre monde politico-économique et s'insérer dans tous les espaces de délibération publique, voire même insister pour élargir ces espaces. Heureusement, nous étions ensemble, nous « citoyens ordinaires »¹ de tous horizons de savoirs, de compétences et d'expertises (non mandatées), pour mener l'enquête, exiger le débat et stopper l'avancée de projets insensés : la dynamique collective s'est avérée essentielle, tant sur le plan cognitif que stratégique. Et fondamentalement, ce creuset d'expériences multiples a permis d'aviver la conscience de notre appartenance commune, écologique et sociale. Tout cela se poursuit... il y a tant à faire encore.

Ces nombreux apprentissages « de l'intérieur » ont coloré et enrichi mon univers professionnel (en formation et en recherche); en particulier, ils ont apporté de la densité et de la profondeur, de la concrétude et de la légitimité à des idées que j'avais assumées jusque-là de façon abstraite et réflexive. J'en partage ici quelques-unes qui peuvent certes avoir une incidence sur nos pratiques éducatives.

Interroger notre identité

D'abord, l'engagement - dont celui qui mène de l'indignation à la résistance et puis à la transformation - apparaît indissociable de l'identité : Qui suis-je? Qui sommes-nous? Que voulons-nous? Que pouvons-nous faire ici ensemble? Quelles sont nos entraves et où sont nos lieux de pouvoir? Voilà un questionnement bien exigeant, sans cesse inachevé.

C'est dans ce terreau, celui d'une identité complexe qu'il faut sans cesse apprendre à clarifier et assumer, que l'engagement prend racine : identité singulière et collective, identité multiple, avec les diverses facettes de notre être-

au-monde - parfois disloquées - qu'on tente d'intégrer entre elles de façon cohérente.

En même temps, l'immersion dans des situations d'engagement forge l'identité, la confirme, la confronte, la transforme. En matière d'environnement, au cœur des questions socio-écologiques qui nous interpellent, les formes d'engagement dans l'action - de préférence collective deviennent de formidables accélérateurs d'apprentissages multiples. Et apprendre ensemble à propos des questions qui nous préoccupent crée des liens d'appartenance et de solidarité : apprendre à être et à vivre ici ensemble est sans doute l'enjeu éthique et politique le plus préoccupant de nos sociétés en voie de métissage, où se forgent de nouvelles identités à travers de nouveaux rapports à l'autre et à ses différences.

Cette exigence d'arrimer identité(s) et engagement(s) interpelle l'éducation relative à l'environnement de façon toute spécifique. En lien avec diverses formes d'engagement, il s'agit d'accompagner la construction d'une identité écologique², cette dimension fondamentale de notre identité globale qui nous relie aux systèmes vivants dont nous faisons partie, et qui se construit au fil de nos expériences et à travers nos filtres culturels C'est là un socle à clarifier et à consolider sans cesse, parce qu'il fonde de multiples autres facettes de notre identité globale, en particulier notre façon d'être - ou de ne pas être - des écocitoyen(nes).

Devenir écocitoyen(ne)

L'idée d'écocitoyenneté est de plus en plus mise en avant dans notre champ d'action éducative. Elle enrichit la citoyenneté d'une dimension écologique. Au sens propre, être citoyen, c'est être membre d'une cité. Ici, la « cité » est celle de toutes les formes et systèmes de vie, incluant notre humanité. Les Grecs anciens utilisaient le mot « polis » pour désigner la cité : on y trouve la racine du mot politique. La cité est ce lieu de vie démocratique, partagé et géré par des citoyens libres et autonomes, qui collaborent à définir le « bien commun » et à décider des règles de vie collective. L'écocitoyenneté s'inscrit au cœur de la dimension politique de l'éducation relative à l'environnement. Elle va au-delà de l'écocivisme, de l'adoption de gestes individuels en réponse



à des consignes convenues. Elle se caractérise par sa dimension collective, critique, éthique et politique, par sa capacité de créer du lien social et d'inscrire celui-ci dans la trame d'un milieu vivant. La démocratie s'enrichit d'une dimension écologique: la nature reprend ses droits, devient elle aussi « sujet de droit »³.

Tout cela peut paraître bien abstrait. Mais l'immersion dans l'un ou l'autre des mouvements de résistance à des projets qui menacent l'intégrité des territoires et des systèmes de vie - comme ceux du gaz de schiste ou des cultures OGM, par exemple - permet de mieux comprendre comment peut se construire l'écocitoyenneté, une citoyenneté consciente des liens essentiels entre société et nature, une citoyenneté critique, compétente et engagée, capable et désireuse de participer aux débats publics, à la recherche et la mise en œuvre de solutions. Mieux encore, l'immersion dans de telles dynamiques permet d'y contribuer.

Du local au global

C'est souvent l'atteinte au territoire de proximité qui déclenche un mouvement d'indignation, puis de résistance. C'est légitime. Nous sommes des êtres incarnés, situés, contextualisés. Mais si l'argument du « pas dans ma cour » est initialement évoqué, les citoyens se rendent vite compte que la « cour » ne s'arrête pas à celle du voisin : elle s'étend à tout le village, la ville, la vallée... à tous les territoires occupés par l'invasion de projets ou de pratiques qui portent atteinte au bien commun, à la vie. Par exemple, récemment, la mobilisation citoyenne contre la construction d'un port pétrolier à Cacouna dans l'estuaire du fleuve Saint-Laurent, a émergé d'un sentiment d'usurpation territoriale par une entreprise privée, étrangère; il s'agissait d'une atteinte à cette artère fluviale identitaire du Québec. Également, le projet portuaire se situait en pleine zone de reproduction du Beluga, ce mammifère marin en voie de disparition. Sur les pancartes des manifestations, on pouvait lire « Touche pas à mon fleuve! », « Le fleuve coule dans nos veines », « Je suis Beluga! ». La conscience d'une identité territoriale collective - à la dimension d'un bassin versant - s'est élargie à celle d'une identité écologique, d'une appartenance au système de vie.

À travers la dynamique de contestation, les citoyens ont appris fondamentalement que dans le contexte de la « gouvernance » actuelle, axée sur les alliances politico-économiques et supportée par un système législatif complaisant ou incohérent, c'est à la société civile que revient le rôle exigeant d'exercer une vigile critique, de lutter « contre» ou « pour ». L'argument écologique, celui de la préservation de l'intégrité des écosystèmes, de même que

l'argument du bien commun (santé, sécurité, autodétermination, etc.) n'ont aucun poids auprès des « décideurs » - sinon lorsqu'ils sont portés par la grogne populaire et qu'ils deviennent « gênants » pour les élus et pour les entreprises.

Alors, en lien avec les savoirs qu'ils ont acquis ou collectivement construits à propos des dimensions écologiques, légales, économiques, sanitaires et autres aspects de la question des hydrocarbures, les citoyens engagés ont réalisé des apprentissages majeurs de l'ordre des savoir-faire, des compétences critiques, éthiques, politiques, stratégiques et autres. Et ces éléments d'un pouvoir-faire s'avèrent transférables à d'autres luttes socioécologiques. La « crise » engendrée par le projet gazier et pétrolier aura contribué à créer du lien social et à former une écocitoyenneté vigilante, consciente de la nécessité d'exiger la prise en compte du « consentement libre, préalable et éclairé » des populations à l'égard des initiatives de « développement » sur leur territoire. À travers tout ce débat infiniment courageux, s'est exprimé le désir d'une démocratie renouvelée, fondée sur la transparence, la délibération, la collaboration, la coopération et la participation. On a compris aussi qu'il ne suffit pas de dénoncer et de résister, il nous faut aussi créer ; et cela ouvre de très beaux chantiers d'innovation écosociale.

Tous ces acquis sociaux, incluant la vive conscience de l'importance et de l'exigence du travail collectif, doivent être reconnus et célébrés. Il faut s'apprivoiser, apprendre à vivre les inévitables tensions au sein des groupes, à résoudre des conflits, apprendre l'inclusion, la patience, reconnaître et valoriser le travail de chacun, etc. On y trouve entre autres d'importantes pistes de travail pédagogique, transposables dans les différents contextes de notre action éducative. En particulier, l'école peut certes s'inspirer des dynamiques d'apprentissage informel au sein des mouvements écocitoyens, tout comme elle peut inviter les jeunes à y contribuer de façon critique et réflexive. L'action collective - l'engagement dans la « vraie vie » (enfin!) - est un creuset fécond d'apprentissages multiples à travers l'enquête, le débat, la construction et la défense d'un argumentaire, la création de stratégies d'action, etc. On y apprend à « vivre ici ensemble », relevant de multiples défis et y trouvant de nouveaux ancrages.

Lucie Sauvé

¹ Hélène Hatzfeld (2011). Les légitimités ordinaires. Au nom de quoi devrions-nous nous taire? Paris : L'Harmattan

² Mitchell Thomashow (1995). *Ecological Identity*. London : MIT Press. ³ Bourg, D. et Whiteside, K. (2010). *Vers une démocratie écologique*. Paris : Seuil.

⁴ Aubenas, F. et Benasayag, M. (2002). *Résister, c'est créer.* Paris: La Découverte.